

Mobilisé·es pour gagner l'augmentation des salaires et l'enterrement du budget d'austérité !

Par nos mobilisations depuis le mois de septembre, nous avons forcé au départ deux gouvernements, obtenu l'abandon du vol de 2 jours fériés et mis le patronat sous pression. Si le gouvernement a été contraint de décaler l'application de la réforme des retraites, ce qui permet aux générations nées entre 1964 et 1968 de partir 3 mois plus tôt, cette réforme que nous continuons de combattre n'est toujours pas abrogée et l'essentiel du projet de budget d'austérité demeure, notamment :

- La taxation des malades avec le doublement des franchises médicales qui pourraient atteindre 350 euros par personne, amplifiant encore les inégalités, l'augmentation des frais de mutuelle ou complémentaire et l'explosion des dépassements d'honoraires
- La limitation à 15 jours des arrêts maladie et à 4 mois des arrêts en accidents du travail / maladies professionnelles (AT/MP) plutôt que de s'attaquer à l'intensification et à la dégradation des conditions de travail
- L'année blanche et le gel des pensions de retraites jusqu'en 2030 et de toutes les prestations sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, AAH, RSA, prime Noël...). Sous la pression, le Premier ministre s'est engagé à y renoncer mais nous n'avons pas encore de garantie solide à ce stade
- La baisse du budget des hôpitaux et des Ehpad alors qu'ils sont déjà contraints de fermer de nombreux lits
- La suppression de 3000 postes dans la fonction publique et notamment dans l'Éducation nationale, à France Travail, aux Finances publiques, dans les organismes de Sécurité sociale...
- La baisse des moyens des services publics notamment des universités, des collectivités territoriales, de la culture, de l'audiovisuel public, de la santé et de l'action sociale, ainsi que la baisse des dotations aux associations...
- Le gel du salaire des fonctionnaires lequel a déjà baissé depuis vingt ans de 23 % en euros constants !

Dans le même temps, le gouvernement et l'extrême droite refusent toute mesure de justice fiscale. Ils bloquent la taxation des dividendes, des rachats d'actions et des patrimoines (même une version allégée de la taxe Zucman) et refusent de remettre en cause les 211 milliards d'aides publiques et d'exonérations de cotisations sociales accordées chaque année aux entreprises sans condition ni contrepartie.

Le patronat en profite pour imposer l'austérité sur les salaires et les pensions ! Il a empêché la revalorisation des retraites complémentaires des retraités actuels et futurs du privé. Il bloque aussi, dans le secteur public et la majorité des entreprises, toute augmentation de salaires et continue à multiplier les plans de licenciements y compris dans des entreprises qui font des bénéfices.

L'heure est donc à la mobilisation !

Par nos grèves et nos manifestations nous avons contraint le gouvernement à de premiers reculs. Les semaines à venir vont être déterminantes.

Le bilan des débats parlementaires de ce dernier mois le démontre : une grande partie du musée des horreurs est toujours là et risque de passer par ordonnances. Il nous faut donc convaincre

les travailleuses et travailleurs pour relancer les mobilisations lors de cette dernière ligne droite de débats budgétaires !

Le 15 novembre pour une journée de lutte pour l'accès aux droits, à faciliter le renouvellement des titres de séjour et à la régularisation des travailleuses et travailleurs sans papiers.

A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre les violence sexiste et sexuelle du 25 novembre, la CGT appelle le 22 novembre, avec l'ensemble des associations féministes, la CGT appelle à manifester contre les violences faites aux femmes et à dénoncer la baisse du budget des associations et des structures qui accompagnent les femmes. Partout, sur nos lieux de travail, interpellons les employeurs sur la nécessité de prendre des mesures de prévention et de protection des victimes.

Le 29 novembre, la CGT appelle à participer à la grande journée internationale de manifestation pour la paix juste et durable en Palestine, et le droit à l'autodétermination du peuple Palestinien avec une manifestation nationale à Paris.

La CGT, avec la FSU et Solidaires, décident d'appeler à une nouvelle journée de grève et de manifestation le 02 décembre. La porte est bien sûr ouverte à toutes les organisations qui voudront s'y joindre. Partout, organisons les intersyndicales les plus larges possibles, dans les professions, les territoires et les lieux de travail pour gagner l'enterrement de ce budget, l'augmentation des salaires et la défense de la Sécurité sociale. Multiplions les fronts et les mobilisations concrètes pour dénoncer l'impact de ce budget sur le handicap, l'environnement, la culture, le logement, la jeunesse, la lutte contre la pauvreté...

Continuons à porter nos exigences en matière de retraite : ni retraite par points ni capitalisation, nous voulons l'abrogation de la réforme des retraites et la retraite à 60 ans !

Pas question de laisser le patronat tranquille ! Le CCN appelle les syndicats à organiser des réunions d'informations et des assemblées générales sur tous les lieux de travail pour définir des cahiers revendicatifs sur les salaires, l'emploi, l'égalité professionnelle et les conditions de travail. Exigeons partout, dans toutes les entreprises et dans toutes les branches, l'ouverture de NAO pour y porter l'augmentation des salaires. C'est l'occasion de mener une campagne pour renforcer l'implantation de la CGT en appelant les salariés à organiser la CGT dans leur entreprise car pour avoir des NAO il faut avoir un·e délégué·e syndical·e ! Mobilisons-nous aussi pour le dégel et l'augmentation du point d'indice.

Parce que nos libertés syndicales sont indispensables, luttons partout contre la répression. Le 17 novembre à Bobigny, le 2 décembre à Douai et à Nantes, le 3 décembre à Poitiers et le 11 décembre à Rennes, nous serons nombreux et nombreuses pour soutenir nos camarades Kamel Brahmi, Jean-Paul Delescaut, David Bodin, et Pierre Chappa ou encore les camarades de Cordemais visés par la répression anti syndicale !

Dans un contexte de montée de l'extrême droite, nous invitons les organisations à argumenter auprès des salarié·es contre ce poison de la division. À l'approche des échéances électorales majeures pour l'avenir du pays et notamment des élections municipales, nous tirons la sonnette d'alarme : le manque de perspectives et la division de la gauche offrent un boulevard à l'extrême droite ! Il y a urgence à changer la donne ! Nous appelons aussi nos militant·es à poursuivre la sécurisation de leurs différentes structures CGT.

Cette période où la question sociale se trouve au cœur du débat public et des préoccupations de la population est aussi propice à inviter les collègues de travail, et plus généralement les salarié·es, privés d'emplois, jeunes et retraités à renforcer la CGT.

L'objectif de la CGT est de faire converger l'ensemble des mobilisations professionnelles et territoriales, contre l'austérité et la vie chère, pour l'augmentation des salaires et des pensions, pour la justice sociale et fiscale le 02 décembre.